

D'une République à l'autre, les bouleversements éditaires en France méditerranéenne (1935-1945)

Jean-Marie Guillon

► **To cite this version:**

Jean-Marie Guillon. D'une République à l'autre, les bouleversements éditaires en France méditerranéenne (1935-1945). Cahiers de la Méditerranée, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine (CMMC) - Université de Nice-Sophia Antipolis, 2017, Être maire en Méditerranée 2017 (94). hal-01789100

HAL Id: hal-01789100

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01789100>

Submitted on 9 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Cahiers de la Méditerranée n°94,
dossier « Être maire en Méditerranée » coordonné par Jean-Paul Pellegrinetti et
Jean-Marie Guillon (ANR ICEM), juin 2017, p. 81-94

D'une République à l'autre, les bouleversements éditaires en France méditerranéenne (1935-1945)

Le milieu du XXe siècle offre une vue d'ensemble sur les élites politiques locales de part et d'autre de ce point de rupture que constituent les années 1939-1945. C'est incontestablement un moment privilégié pour les connaître puisqu'il permet une véritable coupe dans l'histoire politique de la France du XXe siècle : la période qui se clôt entre 1940 et 1944 fournit un éclairage en amont, sur l'Entre-deux-Guerres, tandis que celle qui s'ouvre en 1944-45 s'étend sur la IVe et une bonne partie de la Ve République. Ces quelques années répondent donc à certaines des questions posées par le colloque, en particulier sur l'origine des maires dans les départements méditerranéens et, éventuellement, sur la singularité de cette région.

Les éléments de réponses se trouvent dans les nombreuses études locales réalisées, dans les colloques sur la Libération dans le Midi, mais aussi dans les deux enquêtes nationales conduites par l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) dans les années 1980-1990. La première portait sur les pouvoirs à la Libération¹. La deuxième, dirigée par Gilles Le Béguec et Denis Peschanski, prenait sa suite en s'intéressant aux élites locales des années trente aux années cinquante². Dans ces deux enquêtes, les départements méditerranéens étaient assez bien couverts, puisque seuls manquaient l'Aude et les Pyrénées-Orientales, tandis que la Corse n'était que partiellement traitée.

Tous ces travaux mettent en évidence quatre strates de responsables politiques locaux, issues des ruptures ou inflexions qui se sont succédées de 1940 à 1944-45 : les élus de la fin de la IIIe République, les nommés par le régime de Vichy, les promus de la Résistance et les élus de 1945, même si ceux-ci se confondent souvent avec les précédents.

1935-1940/41 : Continuité avec une amorce de renouvellement

Les élections municipales de 1935 sont caractérisées par la stabilité des hommes – 80 % de maires réélus en Corse, les 2/3 dans les Alpes-Maritimes - et des étiquettes, même si un certain glissement vers la gauche est sensible. De toute façon, la droite, déjà très minoritaire, le reste partout, sauf dans les localités qu'elle domine traditionnellement (les communes des « Vendée provençales » ou du Gard, notamment autour du Vigan, une partie des Alpes-Maritimes et Nice en particulier avec Jean Médecin). Toulon est un cas à part puisque le maire de droite Marius Escartefigue, élu en 1929, réélu en 1935, l'a été sous l'étiquette socialiste avant 1910. C'est un populiste, auquel la bourgeoisie toulonnaise s'est ralliée pour reconquérir une ville encore très ouvrière, tout en ne le considérant pas comme l'un des siens, ce que Vichy va confirmer.

L'ancrage à gauche de l'ensemble de la région commencé avant la Première Guerre mondiale est donc confirmé. Les radicaux maintiennent leurs positions, que ce soit en Corse

¹ Philippe Buton et Jean-Marie Guillon dir., *Les pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.

² Gilles Le Béguec et Denis Peschanski dir., *Les élites locales dans la tourmente. Du Front populaire aux années cinquante*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

(autour du clan Landry), dans le Vaucluse, le Gard (130 communes, notamment dans la région nîmoise) ou l'Aude, et celles-ci peuvent être fortes dans certaines villes comme Béziers, Sète, ou, en Provence, Salon et Aix. Mais les socialistes grignotent leur terrain et confortent des places déjà solidement acquises (Bouches-du-Rhône, Var, Hérault, Basses-Alpes, Pyrénées-Orientales, etc.). Ils dominent une quinzaine de villes de plus de 2 500 habitants dans les Bouches-du-Rhône (sur 34) et treize (sur 27) dans le Gard. Leurs bastions sont souvent dans des villes moyennes, mais ils dirigent Avignon, Arles, Nîmes et font la conquête de Marseille, ce qui constitue une victoire d'autant plus marquante qu'Henri Tasso écarte Simon Sabiani, adjoint au maire sortant (mais vrai maire), ancien communiste, ayant glissé vers le populisme (avant de rejoindre le Parti populaire français en 1936). Parmi les grandes villes, seules Nice et Toulon échappent à la gauche, puisque Montpellier – c'est l'autre grand changement – donne la majorité à la liste (hétérogène) du chrétien de gauche Paul Boulet (Jeune République). Ce professeur à la Faculté de médecine, ancien membre du comité général de l'ACJF³, âgé de 40 ans, se distingue aussi de la sociologie des maires de villes, plutôt issus du milieu juridique ou du petit patronat, même lorsqu'ils émargent à la SFIO.

Comme nous l'avons remarqué, le glissement à gauche n'est pas une rupture. La SFIO, qui est déjà fréquemment aux commandes du pouvoir local, municipal ou départemental (Bouches-du-Rhône, Var, Gard, Hérault, Basses-Alpes, Pyrénées-Orientales), est ici tout à fait partie prenante du « système ». Ce socialisme pragmatique est un socialisme d'élus et d'électeurs, il ne suppose pas une forte adhésion partisane, il dépasse la seule SFIO, d'autant que la scission « néo » a eu un impact dans certains départements qui ne sont pas les moindres comme le Var ou l'Hérault. Quant au parti communiste, son enracinement local ne lui permet pas encore de prendre la direction de nombreuses localités. Dans les Bouches-du-Rhône, la seule municipalité communiste se trouve dans la cité cheminote de Miramas. Dans le Gard, il contrôle Alès et des communes semi-rurales ayant une population ouvrière significative du fait de la présence de petites industries, de mines ou de dépôts des chemins de fer. Ces quelques élus communistes contribuent à un début de renouvellement des élites, mais celui-ci relève surtout de l'effet de génération.

Vichy : le retour des notabilités

À partir de septembre 1940, la politique d'épuration et de sélection des élites communales entreprise par le régime de Vichy bouleverse très rapidement les équilibres politiques. Rappelons que cette politique touche principalement la zone non occupée, celle où l'État français est souverain et où la Révolution nationale peut se déployer. Elle affecte particulièrement les départements méditerranéens compte tenu de leurs orientations politiques. Les municipalités des villes de plus de 2 000 habitants sont remaniées obligatoirement en application de la loi du 16 novembre 1940, mais déjà plusieurs d'entre elles dirigées par des parlementaires de gauche avaient été suspendues. L'épuration va plus loin puisqu'elle touche de nombreuses communes plus petites. Les évaluations globales n'en donnent qu'une idée partielle puisqu'il faudrait tenir compte des micro-communes des zones de montagne où les possibilités de remplacement sont faibles. Elles restent cependant significatives. L'épuration municipale affecte 66 communes sur 151 dans le Var⁴ (soit 85 % de sa population) et 65 communes sur 151 également dans le Vaucluse. Dans le Gard, sept villes seulement sur 27 gardent leur conseil municipal sans grand changement et ce sont au

³ Action catholique de la jeunesse française.

⁴ Pour plus de détails, mon article « Vichy et les communes du Var ou les dilemmes de l'épuration », *Provence Historique* tome 33, fascicule 134, octobre-décembre 1983, p. 383-403.

total 63 communes (sur 353) dont la municipalité est remplacée⁵. Dans l'Hérault, onze villes de même taille, dont Béziers, peuvent conserver leur municipalité, mais dix sept sont épurées. Même les Alpes-Maritimes n'échappent pas à cette vague puisque 39 localités sont concernées (sur 161) dont 50 % pour des raisons politiques, tandis que la Corse compte 51 délégations spéciales.

L'ampleur et la nature de l'épuration municipale dépendent de divers facteurs. Dans ce choix et sa plus ou moins grande radicalité, les préférences politiques des préfets et sous-préfets, surtout s'ils sont issus de la fournée promue par le régime, jouent un rôle non négligeable, ainsi dans le Gard avec le préfet Angelo Chiappe qui, dès sa nomination, dissout 95 conseils municipaux, le 25 septembre 1940⁶. Mais c'est surtout la pression plus ou moins forte de la base du régime, dont l'instrument privilégié est la Légion française des combattants, qui constitue le facteur déterminant. Elle impose souvent des remaniements plus importants que ceux que le gouvernement ou ses représentants – les préfets et sous-préfets – auraient souhaités en cherchant, autant que possible, à ne pas brusquer inutilement les populations. On peut le mesurer partout et les cas, précisément étudiés, du Var ou du Gard ne sont en rien exceptionnels⁷. Quand la pression des droites locales est faible, les notables de la IIIe République peuvent être maintenus. Ainsi, Jules Niel à Valréas, industriel radical, président du Conseil général du Vaucluse, ou Auguste Albertini, maire radical de Béziers (anti-Front populaire). Mais les maintenus se trouvent surtout dans les petites communes rurales (Gard, Var, Alpes-Maritimes, etc.). Quant aux épurés, ils se situent presque essentiellement à gauche, socialistes le plus souvent (les communistes ayant été écartés fin 1939-début 1940), parfois radicaux comme à Aix-en-Provence, l'adhésion à la franc maçonnerie constituant évidemment un facteur aggravant. Même si la gauche modérée (USR, radicaux, républicains socialistes) est partiellement maintenue, le changement d'orientation et d'hommes est net. Dans les localités petites ou moyennes, le « Midi blanc » prend sa revanche sur le « Midi rouge »⁸. L'épuration sous Vichy apparaît donc comme la revanche des droites, en particulier de celles qui avaient été battues aux élections avant-guerre. Toutes les droites profitent de ce changement, même si les promus proviennent fréquemment de leur aile la plus conservatrice, voire traditionaliste. En tout cas, la droite extrême, Part social français (PSF) ou d'origine monarchiste, est désormais présente au sein des nouveaux conseils. En revanche, le PPF est tenu à l'écart, notamment à Marseille, ce qui est particulièrement significatif de la volonté du nouveau pouvoir d'exclure Sabiani, principal relais de Jacques Doriot en zone Sud.

Le pouvoir central n'intervient directement que pour les plus grandes villes. On le vérifie à l'occasion de deux voyages du Maréchal qui conduisent à écarter dans une certaine précipitation deux maires jugés « non présentables » en dépit des gages qu'ils ont donnés : Escartefigue, qui a voté les pleins pouvoirs, est écarté de Toulon fin novembre 1940 alors que le Maréchal doit s'y rendre le 4 décembre, le radical Jean Zucarelli à Montpellier est démissionné le 11 février 1941⁹, deux jours avant l'entrevue Franco-Pétain. La ligne du régime est claire : les nouveaux maîtres du pouvoir municipal, en particulier dans les localités

⁵ Armand Cosson, « La francisque et l'écharpe tricolore : Vichy et le pouvoir municipal en Bas-Languedoc », *Annales du Midi* tome 104, n° 199-200 spécial « Les années quarante dans le Midi », juillet -décembre 1992, p. 293-296, et sa contribution à Gilles Le Béguec et Denis Peschanski, *op. cit.*, « Le Gard », p. 288 et suiv.

⁶ Armand Cosson, *Nîmes et le Gard dans la guerre 1939-1945*, Le Coteau, Horvath, 1988, p. 31.

⁷ Jean-Marie Guillon, « Vichy et les communes du Var ... », *op. cit.*, p. 383-404. On trouvera confirmation de cette importance des facteurs locaux in Armand Cosson, « La francisque et l'écharpe tricolore ... », article déjà cité.

⁸ Jean-Marie Guillon, « Le Var rouge dans la vague blanche », *Vingtième Siècle revue d'histoire* n°28, octobre-décembre 1990, Paris, p. 57-63.

⁹ Il a remplacé Paul Boulet, élu député, en 1937.

les plus importantes, sont plutôt des hommes qui n'ont pas exercé de mandats électifs, qui parfois ne l'ont pas cherché puisque venant de l'armée ou – ce qui est souvent le cas – des milieux socio-économiques. Hauts fonctionnaires, hommes de loi, industriels, militaires à la retraite, ingénieurs, médecins, généralement sans appartenance partisane, sont choisis pour diriger les principales villes. À Toulon, c'est le candidat de la Marine, un commissaire de marine retraité, sans grand relief, qui est choisi. À Aix-en-Provence, c'est l'industriel Célestin Coq, fabricant bien connu de machines agricoles, qui prend la direction de la ville. À Nîmes, le socialiste Hubert Rouger, qui a pourtant voté les pleins pouvoirs le 10 juillet, est remplacé par un inspecteur principal de l'Enregistrement en retraite. À Sète, le républicain socialiste, mais juif, Albert Naquet est remplacé par le président de la Chambre de commerce. À La Grand-Combe, le choix est révélateur : le maire (socialiste et ouvrier), bien que rallié au Maréchal, est éliminé, mais le préfet se refuse à nommer l'homme de la compagnie minière, un de ses employés, membre du PSF, et lui préfère un ingénieur des mines à la retraite qui a fait carrière au Chili. À Marseille, la délégation municipale instituée le 24 novembre 1940 est représentative des élites que le régime promet : présidée par le doyen de la Faculté libre de Droit, elle comprend le président de la Société pour la défense du Commerce et de l'Industrie, le directeur de la Banque de France, un avocat membre du conseil de l'Ordre et ancien bâtonnier, un juge au tribunal civil, un patron boulanger président d'une amicale régimentaire et le président de la Fédération des artisans provençaux¹⁰. Armand Cosson livre pour le Gard une esquisse sociologique des promus parmi les maires des 22 villes : six retraités, trois industriels, trois professions libérales, trois commerçants, trois cadres (deux du privé). Beaucoup sont membres de la Légion. Reste le cas de Nice où Jean Médecin est maintenu, mais, compte tenu de son orientation très à droite, de son vote le 10 juillet et de sa qualité d'ancien de Verdun, il n'y avait aucune raison pour qu'il soit remplacé. Lors de l'installation de son conseil municipal renouvelé, le 22 juin 1941, Jean Médecin, après avoir rappelé qu'il avait servi sous le Maréchal, déclare que son « dévouement ne va pas seulement au maréchal Pétain, mais à son gouvernement, à son programme. Il ne fait qu'un »¹¹.

Les municipalités nommées entre 1940 et 1942 sont vite minées par des dissensions et des démissions. Dans le Gard, on compte 42 démissions de maires et 18 de présidents de délégation spéciale entre janvier 1942 et juin 1944. Souvent, en 1943-44, dans des villages où la situation (présence du maquis, difficultés de la vie quotidienne, réquisitions de main d'œuvre par les occupants pour le travail sur le littoral à partir de la mi-février 1944, etc.) rend la vie d'un maire nommé difficile, surtout si celui qu'il a remplacé garde sa popularité, les remplacements sont très compliqués (par exemple, à Paulhan, le village de du député radical Vincent Badie, l'un de « 80 »). Néanmoins, la plupart des édiles cooptés sous Vichy restent en place jusqu'à la Libération¹². Mais, sans grande légitimité s'ils ont été nommés ou l'ayant perdue souvent lorsqu'ils ont été maintenus, les maires ou présidents de délégation spéciale ne peuvent s'opposer à la prise du pouvoir par les résistants et sont balayées d'emblée, à moins qu'ils aient été résistants eux-mêmes. Très peu peuvent et tentent de s'accrocher au pouvoir.

La Libération : les résistants au pouvoir

¹⁰ André Sauvageot, dans *Marseille dans la tourmente*, Paris, Les éditions Ozanne, 1949, p. 109, commente : « Les membres de la nouvelle municipalité sont des notables, gens de bonne, parfois d'excellente réputation dans leur milieu d'origine ou dans leur profession ; mais ils sont inconnus du grand public, et pour cause : aucun d'eux ne s'est jamais mêlé aux luttes politiques ». Voir aussi Robert Mencherini, *Vichy en Provence (1940-1942)*, tome 2 de *Midi rouge, ombres et lumières*, Paris, Syllepse, 2009, p. 107-108.

¹¹ Cité par Jean-Louis Panicacci, *Les Alpes-Maritimes dans la guerre 1939-1945*, Paris, de Borée, 2013, p. 94.

¹² C'est le constat d'Armand Cosson pour le Gard, département pourtant difficile pour ces élites sans légitimité (in Gilles Le Béguec et Denis Peschanski, *op. cit.*, p. 289). Même constat dans le Var.

La période 1944-45 est fondamentale sur le plan politique quoi qu'en dise le sempiternel discours sur le supposé échec de la Résistance. Elle comporte deux temps qui correspondent à la génération de la Résistance, dont peut être distinguée une composante que l'on nommera « strate de la Libération ».

Le choc en retour de la Libération est plus brutal là où l'épuration vichyste a été la plus étendue et là où la présence des groupes de résistance – ou des maquis dans les zones de montagnes – est forte. La plupart des départements méditerranéens cumulent les deux conditions. Le premier temps, celui de l'été 1944, correspond donc à une véritable révolution politique, en particulier, sur le plan communal. Les remplacements d'édiles sont massifs et bien plus importants que ceux que Vichy a opérés puisqu'ils touchent tant les maires nommés qu'une bonne partie de ceux qui, élus en 1935, ont été laissés en place par le régime.

Les quelques maires maintenus à la Libération par la Résistance, hors cas de résistants notoires (qui ne sont pas rares dans les villages), ont été appréciés pour s'être opposés aux Allemands et avoir protégé la population, même si certains d'entre eux ont été pétainistes, voire revanchards au début du régime de Vichy. La remarque que fait le secrétaire adjoint de la mairie de Martigues, membre du Front national, mouvement de Résistance contrôlé par le PCF, à propos du maire nommé en 1942 et de sa municipalité nous paraît significative d'une attitude de compréhension assez fréquente à l'égard des équipes en place sous l'Occupation, même si elles sont écartées : « Ils considéraient leur mandat comme une obligation civique en attendant la fin de la guerre »¹³. Le cas de Louis Reboulin à Manosque ne peut être généralisé, mais il n'est pas tout à fait isolé. Industriel catholique respecté, patron social, républicain très modéré, 1^{er} adjoint avant guerre, il a accepté de remplacer le maire décédé en septembre 1940. Maréchaliste et même pétainiste, non sectaire et hostile aux occupants, il est maintenu à la Libération dans une ville qui a été le cœur de la Résistance dans les Basses-Alpes. Il est vrai que certains membres de son conseil municipal étaient passés à la Résistance et que lui-même connaissait les chefs des mouvements clandestins, tous situés à gauche. Il se trouve certes en porte-à-faux rapidement avec la majorité de son nouveau conseil municipal et finit par démissionner, mais le conseil le remercie et lui rend même hommage¹⁴. Le cas du radical Jules Niel à Valréas est comparable : maire protecteur de « sa » population, il a fait face à une situation plus que tragique le 12 juin 1944 alors que les Allemands exécutaient 50 otages¹⁵.

Ceci étant, la norme est le changement. Dans les localités où la municipalité de tendance modérée a été maintenue, le pouvoir est souvent pris par les éléments de gauche battus en 1935¹⁶ ou par les minoritaires du conseil municipal (mais qui ont été les animateurs de la Résistance). Le rejet concerne même d'assez nombreux conseils municipaux dissous par Vichy ou qui ont démissionné très vite, mais dont les membres – le maire au premier chef – ne se sont pas « mouillés » dans la Résistance. Dans le Var, 120 délégations municipales sont mises en place par le Comité départemental de Libération pour quatorze anciens conseils municipaux rétablis et seulement seize maintenus ; dans le Gard, 27 conseils sont maintenus

¹³ Jacky Rabatel, *Une ville du Midi sous l'occupation : Martigues, 1939-1945*, Martigues, Centre de développement artistique et culturel, 1986, p. 76.

¹⁴ Thibault Ribba, *La vie municipale à Manosque 1939-1944*, Aix-en-Provence, Université de Provence, mémoire de master 1 Histoire, 2011.

¹⁵ Sur son attitude et celle de cette petite cité enclavée dans la Drôme, le témoignage de Jean-Pierre Kaminker (frère de Simone Signret), *La persécution contrariée. Les Kaminker à Valréas (1943-1944) entre antisémitisme d'Etat et bienveillance d'une population*, Limoges, Lambert-Lucas, 2007.

¹⁶ Marianne Caron-Leulliez, « Le personnel politique des villes du Bas-Languedoc méditerranéen au lendemain de la Libération, renouvellement ou continuité ? », in *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse, Eche éd. et Publications Université Toulouse-Le Mirail, 1986.

sur 353, soit 14 %. Ils ne sont que 6 % dans l'Aude. Dans les Alpes-Maritimes, la Résistance maintient 98 conseils (mais il faut tenir compte des micro-communes de montagne), rétablit 30 anciennes municipalités et ne nomme donc que 33 délégations sur 161 communes, mais ce sont les principales (Nice, Antibes, Grasse, Cannes, Menton). Comme dans ce département, dans l'Hérault, les 56 municipalités maintenues (sur 343 communes) concernent essentiellement de petits villages. Quand l'ancien maire démis par Vichy est remis en place, souvent entouré d'une majorité de résistants, nouveaux venus aux affaires municipales, porteurs d'une autre légitimité, il se trouve isolé et, dans ce cas – on le voit à Sète (Hérault) avec Albert Naquet ou à Clermont-L'Hérault par exemple - sa démission intervient rapidement¹⁷.

Le trait commun aux régions où la Résistance est puissante et fortement marquée à gauche – ce qui est le cas du Midi –, c'est la non application de l'ordonnance prise à Alger par le Comité français de libération nationale (CFLN), le 21 avril 1944, qui prévoyait la remise en fonction des municipalités d'avant-guerre et des conseils généraux, avec inclusion de résistants. Il est vrai qu'elle est connue tard et que le Conseil national de la Résistance (CNR) a encouragé la mise en place de municipalités issues de la Résistance. Ce sont d'ailleurs les comités départementaux de la Libération (CDL) qui, par dessus les comités locaux de libération, ont la haute main sur la composition des municipalités, les préfets de la Résistance partageant les mêmes options ou n'intervenant que prudemment, les premiers mois, dans les délicats dosages entre tendances de la Résistance, anciens élus qu'ils essaient d'introduire et nouveaux désignés.

Cette « révolution communale » a pour conséquence d'accentuer encore la domination de la gauche, puisque les notables de droite, conservateurs ou modérés, sont généralement balayés et les radicaux très affaiblis, alors que la mouvance communiste occupe désormais une place inédite. Dans les Bouches-du-Rhône, 71 délégations municipales sont socialistes (dont 25 avec des maires d'avant-guerre) et 42 communistes (deux maires d'avant-guerre). Dans le Var, les socialistes contrôlent 84 communes (76 en 1939), les communistes 31 (huit), les radicaux n'en tiennent plus que trois au lieu de 21 et la droite plus aucune (six avant guerre). Ce changement est encore plus net en Corse, même si les radicaux gardent de fortes positions, puisque le PC-FN contrôle 189 communes, dont Ajaccio, et que la droite est laminée.

Les élections municipales de 1945 : génération de la Résistance et strate de la Libération

Ces choix, globalement, ne sont pas infirmés par les résultats des élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945, les premières élections depuis la libération et les premières avec le vote des femmes. Leur enjeu était de taille puisqu'il s'agissait de savoir qui des héritiers des forces d'avant-guerre, des élites sélectionnées par Vichy ou de celles portées par la Résistance allait récupérer la légitimité populaire. Or ces élections ne bouleversent pas la redistribution du pouvoir effectuée à la Libération, ni sur le plan des tendances, ni sur celui des hommes. Elles maintiennent aux responsabilités ceux qui ont émergé grâce à la Résistance et qui justifient ainsi leur intégration dans les élites politiques locales. Le pouvoir résistant est donc massivement confirmé, mais non sans glissements en son sein avec, dans certaines communes, le désaveu de ceux qui, trop sectaires, s'étaient coupés de la population, comme à Beaucaire, ou qui n'en étaient pas représentatifs. La gauche garde sa prééminence, une gauche plus à gauche qu'elle ne l'avait jamais été puisque dominée désormais très largement par les socialistes (leurs dissidents néo d'avant-guerre et la plupart des socialistes indépendants ayant disparu ou ayant été intégrés dans le parti reconstitué), mais aussi, selon

¹⁷ Marianne Caron-Leulliez, « Le personnel politique des villes du Bas-Languedoc... » *op. cit.*, p. 308.

les lieux, par les communistes. Les grands perdants sont les radicaux, qui, par exemple, dans les Pyrénées-Orientales, ne gardent plus que 20 communes au lieu de 72, et qui, dans l'Hérault, cèdent Sète, Bédarieux, Lunel, Mèze, Béziers. Les socialistes s'imposent comme la force dominante, souvent seuls, plus rarement dans le cadre d'une liste unique ou commune à divers courant de la Résistance. Ils contrôlent plus de 50 % des communes des Pyrénées-Orientales, 116 dans le Gard, 63 dans les Bouches-du-Rhône, etc. Mais, en dépit de cette consolidation et de ces gains, de l'intégration des socialistes dissidents d'avant-guerre, les élections municipales déçoivent les dirigeants socialistes et les nouvelles autorités qui les soutenaient. En effet, ils ont subi des échecs dans les zones ouvrières qu'ils dirigeaient avant-guerre et, très souvent, dans le milieu urbain quand ils ont refusé la liste commune de la Résistance dont les communistes se sont fait les champions. C'est le cas dans les Bouches-du-Rhône. C'est aussi le cas dans le Var où l'audience urbaine des socialistes décroît. En effet, ils ne conservent que 22 des 24 communes de plus de 2 000 habitants que la SFIO et sa scission de droite, l'USR (Union socialiste républicaine), dirigeaient. À l'évidence, le parti et son électorat se ruralisent et se fonctionnarisent, leur implantation ouvrière et urbaine s'érode, et cette évolution sociologique se reflète sur la composition de ses élites.

Dans ce « Midi rouge », la nouveauté se situe principalement à l'extrême gauche avec l'installation du Parti communiste à un niveau d'audience et dans des positions de pouvoir remarquables par rapport à sa situation avant guerre, même si certains reculs l'affectent dans ses bastions ou dans les zones prises en mains à la Libération. Conservant l'essentiel des implantations anciennes, comme dans le bassin minier gardois, il en conquiert d'autres dans des villes ouvrières, celles des chantiers navals (La Seyne dans le Var, La Ciotat dans les Bouches-du-Rhône) ou des petites industries de l'arrière-pays. Grâce à des coalitions, il parvient même à prendre la tête de villes comme Avignon, Arles, Perpignan, Toulon, et si, à Marseille le maire élu est le socialiste Defferre, rallié à une liste d'union, le rapport de force à gauche est tel qu'il choisit de s'effacer quelques mois après, laissant ainsi le champ libre au communiste Jean Cristofol. Dans les Pyrénées-Orientales, les communistes multiplient par cinq le nombre de leurs élus. D'après Roger Bernis, il s'agit véritablement du « 2^e âge du Parti communiste », d'une renaissance dont les racines plongent dans la Résistance¹⁸. Les communistes font une percée spectaculaire dans l'Hérault, prenant notamment Béziers, Sète, Frontignan, même si, ayant fait liste commune avec Paul Boulet, ils sont éliminés à Montpellier, alors que leurs alliés catholiques sociaux passent tous dès le premier tour. Outre Perpignan, les communistes obtiennent la majorité dans des villes aussi importantes ou significatives que Toulon, Avignon, Arles, Ajaccio. Ils sont devenus la première force politique à Marseille et vont le rester pendant trente ans. Les Alpes-Maritimes ne sont pas en reste, même si les communistes perdent Nice, ce qui ne constitue pas vraiment une surprise, mais au profit des socialistes (Jacques Cotta), ce qui l'est davantage. Mais ils conservent plusieurs localités de l'arrondissement de Grasse (Vallauris, Saint-Laurent, Le Cannet) et Cannes se paye en quelques sorte le luxe – très provisoire – de porter à sa tête une municipalité de gauche, héritière de la délégation municipale, conduite par un maire membre du Front national¹⁹ (un médecin) avec un adjoint communiste.

Ces élections confirment et même accentuent le renouvellement du personnel politique local. S'il est un changement majeur à la Libération, il se situe sur ce plan, dans le changement de génération d'abord sur le plan communal, puis, avec un décalage plus ou moins grand, selon la rapidité des cursus, le capital politique accumulé, sur le plan

¹⁸ Roger Bernis, *Roussillon politique, du réséda à la rose ... 1 – Le temps de la Quatrième (1944–1945)*, Toulouse, Privat, 1984, p. 242–244. Dans ce département, les communistes font élire leurs premiers conseillers généraux et leur premier député en octobre.

¹⁹ Sur les Alpes-Maritimes, voir les travaux de Jean-Louis Panicacci, en particulier *Les Alpes-Maritimes dans la guerre... op. cit.* Sur Cannes et les élections de 1945, p. 367.

départemental²⁰. De nouveaux visages s'imposent. Ils assurent la relève et s'installent parfois pour longtemps aux commandes. Des hommes comme Félix Gouin à Istres ou, à un niveau moindre, Jean Bène, maire de Pézenas, démis par Vichy²¹, font partie de la petite fraction d'élus qui fait transition entre la IIIe et la IVe République. Mais, derrière eux, la génération de la Résistance accède aux responsabilités²².

Dans les 28 villes de l'Hérault, seuls trois élus d'avant-guerre sont réélus en 1945 (Badie, Bène et Boulet). Dans les Alpes-Maritimes, seuls 24 sortants sont réélus. On pourrait multiplier les exemples, département par département. La continuité éventuelle des étiquettes politiques ne doit pas masquer ce passage du relais qui s'effectue de façon plus ou moins faciles. La génération socialiste de la Résistance se constitue en partie contre le socialisme installé aux commandes des pouvoirs locaux avant-guerre et qui, à ses yeux, semblait avoir perdu son idéal. Dans l'Hérault, le parti, régénéré par la clandestinité et l'autoépuration qu'il entreprend, est pris en mains par de nouveaux leaders²³. Dans le Var, l'ancien président du Conseil général, Henri Sénès, sénateur-maire du Muy, est mis sur la touche, bien qu'il ait participé – à sa façon – à la Résistance (après avoir « non » le 10 juillet)²⁴. Louis Noguères, le patron de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales, est très vite contesté et, dans les Bouches-du-Rhône, ce sont bien les hommes de la nouvelle génération – Gaston Defferre, Francis Leenhardt – qui écartent l'ancienne équipe au prix d'une crise interne grave, provoquant la dissolution de la Fédération à l'automne 1945²⁵.

De véritables puissances locales sont renversées, tandis que d'autres émergent en 1944 et 1945, conquérant des fonctions locales et parvenant pour certaines, plus ou moins vite, à accéder à des mandats nationaux. Les hommes de la Résistance ne sont pas tous des nouveaux venus en politique et, de ce fait, le changement n'est que relatif. Certains participaient déjà à la gestion municipale, beaucoup militaient en politique ou dans le syndicalisme. Cette situation est celle de la plupart des élus du Parti communiste. Elle est fréquente chez les socialistes. Tous ont pris des responsabilités, plus ou moins grandes, dans la clandestinité, souvent en réaction contre l'inertie ou le ralliement des « anciens ». On ne saurait comprendre l'influence du militant socialiste Defferre sur toute la région provençale et au-delà après guerre si l'on ignore le rôle majeur qu'il a joué dans la Résistance socialiste.

Même si, naturellement, la gauche, communiste et socialiste, offre le plus grand nombre d'illustrations de ce phénomène générationnel, il touche aussi la droite ou le centre droit catholiques. Même dans cette région méditerranéenne où il ne compte guère de fiefs, le MRP contribue, bien que modestement, à ce changement. Ainsi, Raoul Francou à Salon-de-Provence (MRP), maire à la Libération, réélu en 1947²⁶, ou Henri Mouret (droite modérée)

²⁰ Ce que Marianne Caron-Leulliez avait bien noté pour le Languedoc (*op. cit.*, p. 317).

²¹ Jean Bène devient le « patron » des Mouvements unis de la Résistance avant de devenir celui du socialisme héraultais et du département. Gouin, député-maire de Istres, est l'envoyé du parti socialiste à Londres, avant de présider l'Assemblée consultative.

²² Comme pour tous les militants socialistes ou communistes dont nous avons cité les noms, on pourra se référer aux indications données par le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions de l'Atelier, sous la direction de Jean Maitron et Claude Pennetier, édition papier ou cédérom.

²³ Voir Olivier Dedieu, « La Fédération socialiste de l'Hérault de 1944 à 1948 », *Recherches socialistes* n° 4, septembre 1998, p. 68.

²⁴ Pour le Var, voir les chapitres de ma thèse publiée dans *Les cahiers de l'IHTP* n°15, juin 1990, « La Libération du Var : Résistance et nouveaux pouvoirs ».

²⁵ Robert Mencherini, « La Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône de 1944 à 1948 », *Recherches socialistes* numéro cité, p. 17.

²⁶ Le phénomène prend ici un caractère dynastique : Raoul Francou meurt en janvier 1948, mais son fils Jean, né en 1920, est maire de Salon de 1956 à 1989.

qui sera maire d'Aix-en-Provence de 1945 à 1967 relèvent-ils, eux aussi, de la génération de la Résistance.

Mais, à partir de la Libération, les hommes de cette génération sont rejoints en 1945 par une strate complémentaire, en quelque sorte satellite, d'élus locaux, qui partagent les mêmes options sans avoir eu les mêmes engagements et qui vont occuper des responsabilités électives importantes à partir des années cinquante. C'est ce qu'avait souligné Marianne Caron-Leulliez pour le Languedoc en évoquant les « nouveaux politiciens conquérant leur premier mandat en 1945 »²⁷. Armand Cosson a mesuré le phénomène pour les principales localités du Gard à partir du fichier des maires de 1953 dans lequel il en repère 22 qui étaient en fonction entre 1935 et 1939, 39 qui ont été désignés en 1944, mais surtout 73 qui ont été élus en 1945²⁸. Le cas de Raoul Bayou, « le député du vin », très bien étudié par Olivier Dedieu, relève de cette génération²⁹. Cet instituteur, doublement héritier politique, à la fois du capital local qui lui vient de son père, militant socialiste, et de l'appui que lui apporte Jean Bène à la Libération, vient du syndicalisme et du militantisme laïc, sans s'être distingué dans la Résistance. Il gravit les divers échelons du cursus politique : maire de Cessenon (son village natal) et conseiller général en 1945, constamment réélu, bon gestionnaire et appui fidèle du pouvoir départemental, devenant député en 1958 et se glissant là dans le rôle de défenseur des intérêts viticoles d'une région qui avant guerre avait déjà donné à l'Assemblée nationale, avec Édouard Barthe, un élu de ce type dont, tout naturellement, Bayou s'est inspiré³⁰.

Ce changement politique modifie la sociologie des élites politiques. Le rajeunissement des élus est sensible ; on peut l'évaluer à une dizaine d'années³¹. Dans les Bouches-du-Rhône, les élus municipaux de moins de 50 ans sont désormais plus de la moitié, alors qu'il n'y en avait qu'un tiers en 1935³². Leur origine socio-professionnelle n'est pas bouleversée, sauf en ce qui concerne le PCF dont l'une des fonctions sociales importantes est de permettre l'ascension de militants issus des milieux populaires, ouvriers en particulier. Cette promotion est très repérable parmi les maires élus en 1945. L'attachement à l'organisation dont témoignent les nombreux récits ultérieurs publiés par des représentants de ce milieu si singulier dans l'univers des responsables politiques ne peut se comprendre si l'on ne tient pas compte de cette chance et de cette possibilité de revanche sociale que le PCF leur offrait³³. Notons aussi la place des jeunes instituteurs parmi les nouveaux élus communistes. Ils vont assurer au parti un enracinement municipal souvent plus large que celui de sa seule base électorale. C'est le cas de Toussaint Merle à La Seyne (Var), ville ouvrière prise aux socialistes, que les communistes vont dominer jusqu'au milieu des années 80, lui-même restant à sa tête jusqu'à sa mort, en 1969. Mais nombre de petites villes ou de villages connaissent des cas de figure semblables. Avec les instituteurs, on entre dans ces classes

²⁷ Marianne Caron-Leulliez, *op. cit.*, p. 31.

²⁸ Armand Cosson, « Le Gard », in Gilles Le Béguec et Denis Peschanski, *op. cit.*, p. 290.

²⁹ Je renvoie à sa belle étude – « Raoul Bayou, député du vin » - qu'il a donnée à *Pôle Sud* n° 9 « La grande transformation du Midi rouge », novembre 1998, p. 88–109.

³⁰ Un cas intéressant est celui de Maurice Arreckx, jeune militant issu du scoutisme, qui apparaît en politique en 1944 dans la délégation municipale de Toulon comme (jeune) caution catholique poussé par l'évêque et qui deviendra maire de la ville à partir de 1959 et jusqu'à 1985.

³¹ Marianne Caron-Leulliez, *op. cit.*, p. 312, estime le rajeunissement à 8/6 ans pour l'ensemble des membres des délégations municipales des villes du Languedoc.

³² Robert Mencherini, « Les Bouches-du-Rhône », in Gilles Le Béguec et Denis Peschanski, *op. cit.*, p. 241.

³³ À titre d'exemple, les souvenirs de Pierre Girardot, *La lavande et le Palais-Bourbon*, Paris, Éditions sociales, 1980 où cet ancien journalier agricole raconte sa vie militante dans laquelle la Résistance et la Libération jouent un rôle décisif (Girardot, cadre communiste clandestin, devient secrétaire fédéral du PCF des Basses-Alpes et conseiller général en 1945. Il sera élu à plusieurs reprises député de ce département).

moyennes dont la fonction politique est précisément de jouer le rôle d'intermédiaires, de médiateurs entre les élites et les pouvoirs nationaux et le local. Ce rôle est surtout tenu par des catégories socialement mieux établies, avocats, médecins, enseignants du secondaire ou du supérieur. Il n'y a rien là de bien neuf. En fait, même si les professions libérales restent solidement installées, ce qui frappe, c'est la poussée des fonctionnaires, et pas seulement ceux de l'Éducation nationale. Aussi ne serait-il pas excessif de parler à propos de ces élites politiques et de leur base de « nouvelles nouvelles couches » (en référence aux « nouvelles couches » sur lesquelles la III^e République des débuts s'était appuyée).

Bien que la période puisse apparaître comme une occasion perdue et même si cette présence est faible (et jamais à la première place), il faut noter malgré tout l'apparition des femmes dans les conseils municipaux et, plus largement, dans la vie politique.

*

* *

Nous avons essayé, chemin faisant, de mettre en évidence les traits dominants des évolutions politiques au niveau local dans les départements méditerranéens. L'ancrage à gauche dès avant guerre, avec de solides positions socialistes, a généré une réaction vichyste d'une ampleur particulièrement forte. Cette épuration massive est caractéristique des zones les plus à gauche du « royaume du Maréchal ». Elle a pour effet un bouleversement encore plus important à la Libération avec un glissement encore plus à gauche d'une grande partie des communes concernées. Ce déport vers la gauche est surtout marqué par l'effacement des radicaux et la percée du Parti communiste avec un enracinement qui, bien que localisé à des secteurs particuliers, touche désormais tous les départements, y compris les Alpes-Maritimes. Cette évolution fait émerger de nouveaux édiles, qui, assez souvent dans les communes les plus importantes, vont entamer une longue carrière politique. La période fixe donc un nouveau paysage politique pour toute la période des « 30 glorieuses », en dépit d'évolutions diverses (remontée à droite, érosion des positions communistes, etc.)³⁴.

Mais ces traits suffisent-ils à caractériser les élites politiques locales de la zone méditerranéenne ? Ce serait pour le moins osé que de le prétendre. Ces bouleversements s'accompagnent-ils de comportements qui la distingueraient du reste du pays ? Pour la période « France de Vichy », les acteurs de l'épuration n'ont rien de spécifique avec la Légion des combattants en pointe et une administration qui, sauf cas de préfets ou sous-préfets pétainistes, est plutôt en retrait. Les nommés ont des caractéristiques politiques et sociales communes à l'ensemble de la zone non occupée. La Libération ne me paraît pas présenter d'originalité particulière compte tenu des orientations politiques dominantes dans ces régions. Rappelons que l'épuration dans ces violences les plus extrêmes n'y est pas supérieure à celle d'autres régions et elle est même inférieure à celle de régions dont les comportements ont une image moins radicale (la Bretagne, la Savoie par exemple). L'image et donc les stéréotypes pèsent de tout leur poids sur les départements méditerranéens. Sans doute, les conditions politiques de la libération de la Corse, la montée en puissance du Parti communiste dans la Résistance entre l'automne 1943 et l'été 1944 et son jeu jouent-ils leur rôle dans les craintes qui s'expriment jusqu'au plus haut niveau – Gouvernement provisoire et général de Gaulle – à la Libération. Il n'en reste pas moins que les « Républiques rouges » du Midi (Toulouse s'ajoutant à Marseille et Montpellier) relèvent du mythe. Constatons que, si cette peur d'une prise de pouvoir révolutionnaire joue également pour Paris, elle ne produit pas les mêmes effets en termes d'image. Il ne s'agit pas de nier l'existence de cultures ou plutôt de sous-

³⁴ On relèvera la particularité de la Corse, puisque les élections cantonales voient la revanche des radicaux et des notables sur le PC et le Front national. La parenthèse politique ouverte à la Libération en 1943 se ferme donc. Aux municipales de 1945, le FN avait conservé 180 communes et le PC 57, dont Ajaccio.

cultures politiques, et donc d'attitudes, particulières. Mais, dans tous les cas, le regard des autres accentue les singularités ou les invente, surtout si, aux stéréotypes folklorisés, s'ajoute, comme pour Marseille, la « mauvaise réputation ».

Mots-clés

Maires – France méditerranéenne – régime de Vichy – Libération – élections municipales

Résumé en français

Les années 1939-1945 constituent un moment privilégié pour connaître les élites locales puisque plusieurs strates de responsables municipaux se superposent, au fil des changements politiques, entre 1940 et 1944. La période qui se clôt entre 1940 et 1944 fournit un éclairage en amont, sur les notables de l'Entre-deux-Guerres, tandis que celle qui s'ouvre en 1944-45 s'étend sur la IV^e et une bonne partie de la V^e République. Ce moment permet donc de répondre à certaines des questions posées par le colloque, en particulier sur l'origine des maires dans les départements méditerranéens et, éventuellement, sur la singularité de cette région.

Résumé en anglais

From one Republic to the next : local authorities' fluctuations in Mediterranean France

The years 1939 to 1945 mark a preferential vantage point to observe local elites as several layers of local representatives follow each other, in the wake of political changes, between 1940 and 1944. The period ending between 1940 and 1944 sheds light on the elites of the interwar period, while the years 1944-45 provide an insight into the dynamics in place during the VIth and most of the Vth Republic.

Focusing on the period ranging from 1939 to 1945 there enable to question the origins of local representatives (town councilors) in Mediterranean departments and, possibly, to highlight the specificity of this region.